

2° des secrétaires et receveurs;  
3° des membres du personnel de l'hôpital qui dépend du centre, pour lesquels le conseil de l'aide sociale a fixé un cadre distinct et n'a pas organisé la manière d'opérer le mouvement de ce personnel vers les autres établissements ou services du centre.

**Art. 3.** Aucun recrutement nouveau ne peut être opéré, ni aucune promotion nouvelle conférée, tant que n'a pas été effectué le transfert d'office prévu à l'article 2, à l'exception du personnel visé à l'article 60, § 7, de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'aide sociale.

**Art. 4.** En cas de vacance d'un emploi de recrutement ou d'un emploi de promotion à conférer, soit dans le cadre du personnel de la commune, soit dans le cadre du centre public d'aide sociale, l'agent en surnombre ou dont l'emploi est supprimé est transféré d'office d'un cadre vers l'autre, pour autant qu'il soit titulaire du même grade que celui de l'emploi vacant ou d'un grade équivalent, et qu'il satisfasse aux conditions prescrites pour occuper cet emploi.

**Art. 5.** Les membres du personnel transférés conservent la qualité de personnel définitif, stagiaire ou temporaire qu'ils avaient dans l'emploi qu'ils occupaient; la durée prévue pour les emplois occupés à titre temporaire n'est pas modifiée.

**Art. 6.** Les membres du personnel transférés conservent l'ancienneté de grade, de niveau et de service acquise au moment de leur transfert.

**Art. 7.** Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Secrétaire d'Etat à l'Environnement et à l'Emancipation sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril — Espagne, le 31 décembre 1986.

### BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur  
et de la Fonction publique,

J. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales,

J.-L. DEHAENE

Pour le Secrétaire d'Etat à l'Environnement  
et à l'Emancipation sociale, absent :

Le Ministre des Affaires sociales,

J.-L. DEHAENE

### MINISTERE DE LA PREVOYANCE SOCIALE ET MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

F. 87 — 135

Arrêté royal n° 491  
modifiant la loi du 25 avril 1933  
relative à la pension du personnel communal

### RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté qui est soumis à Votre signature vise à donner exécution à l'article 1er, 2°, b) et d), et 3°, de la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi; ces dispositions accordent au Roi la compétence, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, de maîtriser, de limiter ou de réduire les dépenses publiques, et d'alimenter les recettes non fiscales du Trésor, et d'adapter ou de modifier la réglementation, le financement, l'organisation, le fonctionnement et le contrôle des différents régimes et secteurs de la sécurité sociale.

2

2° de secretarissen en ontvangers;  
3° de leden van het personeel van het ziekenhuis dat onder het centrum ressorteert voor wie de raad voor maatschappelijk welzijn een onderscheiden personeelsformatie heeft vastgesteld en niet heeft voorzien in een regeling voor de overgang van dit personeel naar andere inrichtingen of diensten van het centrum.

**Art. 3.** Geen nieuwe aanwerving mag gedaan worden noch nieuwe bevordering mag toegekend worden zolang de in artikel 2 voorgeschreven overplaatsing van ambtswege niet heeft plaatsgehad, met uitzondering van het personeel waarvan sprake in artikel 60, § 7 van de organieke wet van 8 juli 1987 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

**Art. 4.** Bij vacature van een wervings- of bevorderingsambt dat hetzij in de personeelsformatie van de gemeente, hetzij in de personeelsformatie van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn te begeben is, wordt het personeelslid dat in overtal is of wiens betrekking is opgeheven, van ambtswege van de éne personeelsformatie naar de andere overgeplaatst, voor zover hij bekleed is met dezelfde graad als die van het vacante ambt of met een gelijkwaardige graad, en hij voldoet aan de voor het vervullen aan dat ambt gestelde voorwaarden.

**Art. 5.** De overgeplaatste personeelsleden behouden de hoedanigheid van vastbenoemd, stagedoend of tijdelijk personeelslid die zij hadden in de betrekking die ze bekleedden; de duur voorzien voor de in tijdelijk verband beklede betrekkingen wordt niet gewijzigd.

**Art. 6.** De overgeplaatste personeelsleden behouden de graad-, niveau- en dienstanciënniteit die zij op het ogenblik van hun overplaatsing hebben verkregen.

**Art. 7.** Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt, Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Staatssecretaris voor Leefmilieu en Maatschappelijke Emancipatie, zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril — Spanje, 31 december 1986.

### BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken  
en Openbaar Ambt,

J. MICHEL

De Minister van Sociale Zaken,

J.-L. DEHAENE

Voor de Staatssecretaris voor Leefmilieu  
en Maatschappelijke Emancipatie, afwezig :

De Minister van Sociale Zaken,

J.-L. DEHAENE

### MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG EN MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN EN OPENBAAR AMBT

N. 87 — 135

Koninklijk besluit nr. 491  
tot wijziging van de wet van 25 april 1933  
omtrent de pensioenregeling van het gemeentepersoneel

### VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit dat U ter ondertekening wordt voorgelegd, beoogt uitvoering te geven aan artikel 1, 2°, b) en d), en 3°, van de wet van 27 maart 1986 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning; deze bepalingen verlenen aan de Koning de bevoegdheid, bij in Ministerraad overlegd besluit, alle nuttige maatregelen te nemen ten einde de openbare uitgaven te beheersen, te beperken of te verminderen, en de niet-fiscale ontvangsten van de Schatkist te stijven, en de reglementering, de financiering, de organisatie, de werking en de controle van de verschillende stelsels en sectoren van de sociale zekerheid aan te passen of te wijzigen.

Au chapitre Premier de la loi du 1er août 1985 portant des dispositions sociales, la Caisse spéciale d'allocations familiales des administrations locales et régionales a été rebaptisée en « Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales ». Hormis ses tâches spécifiques en matière de régime des allocations familiales, l'Office doit également se charger de la perception de toutes les cotisations de sécurité sociale dues par ses affiliés.

En une première phase, cette tâche de perception était prévue pour les cotisations sociales applicables à tous les membres du personnel concernés. Cette réglementation entré en vigueur au 1er janvier 1986.

En une deuxième phase, cette tâche de perception a été étendue par l'arrêté royal du 15 juillet 1986, entre autres à la perception des cotisations du régime des pensions pour le personnel communal affilié à la Caisse de répartition des pensions communales. Cette tâche de perception supplémentaire entre en vigueur le 1er janvier 1987.

Dans la législation actuelle concernant le régime des pensions du personnel communal, il est prévu que la Caisse de répartition des pensions communales répartit chaque année les dépenses pour les pensions de l'année précédente entre les communes, en proportion des rémunérations payées aux affiliés dans chaque commune au cours de l'exercice précédent. Ceci signifie que les revenus de la Caisse de répartition pour une certaine année correspondent non pas aux dépenses de la même année, mais à celles de l'année précédente.

La différence entre ces revenus et dépenses est à charge de l'Etat et signifie une dépense croissante constante.

C'est pour cette raison qu'il a été décidé d'arrêter la croissance de ce préfinancement de l'Etat à la Caisse de répartition en calculant les revenus en fonction des dépenses de l'année en cours et calculés sur la masse salariale de l'année en cours. En outre, il a été décidé de rembourser à l'Etat une partie du préfinancement du passé, c'est-à-dire 1,2 milliard. Ce 1,2 milliard étant la différence entre 7,2 milliards (= montant présumé du préfinancement des pensions communales en 1987) et 6 milliards (= rattrapage de l'augmentation de l'impôt sur les personnes physiques dû par l'Etat aux communes conformément au principe énoncé dans l'arrêté royal n° 202 du 25 juillet 1983. Pour ce faire, l'arrêté royal n° 423 du 23 juillet 1986 donne la possibilité à l'O.N.S.S.A.P.L. de conclure un prêt auprès du Fonds d'aide au redressement financier des communes.

Afin d'aboutir à une conformité dans le paiement des pensions et de mieux appliquer les règles de cumul, de carrières mixtes et de retenues, il a été également décidé qu'à partir du 1er janvier 1987 le calcul et l'octroi des pensions communales seraient dorénavant confiés à l'Administration des pensions.

Enfin, dans le cadre du remaniement et de la rationalisation susmentionnés, la Caisse de répartition sera supprimée et sa fonction sera reprise par l'O.N.S.S.A.P.L.

Au vu de ce qui précède, cette fonction est limitée à une fonction d'enregistrement des communes qui n'ont pas de caisse de pensions propre et qui s'affilient au régime commun.

Cette modification apporte également d'importantes simplifications. Ainsi, la commission spéciale des pensions, instaurée auprès de la Caisse de répartition, devient superflue.

Les réformes susmentionnées nécessitent un nombre de modifications à la loi du 25 avril 1933 relative à la pension du personnel communal.

En résumé, il s'agit des points suivants :

1. la répartition des dépenses pour les pensions s'effectue dorénavant sur les revenus de l'année en cours;
2. l'octroi des pensions est confié à l'Administration des pensions;
3. la Caisse de répartition est supprimée et les fonctions restantes sont reprises par l'O.N.S.S.A.P.L.

#### Commentaire des articles

L'article 1er modifie l'article 3 de la loi du 25 avril 1933 relative à la pension du personnel communal.

— Premièrement, il est prévu que les communes seront affiliées à l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales (O.N.S.S.A.P.L.) si elles ne prennent pas sur elles, directement ou par une institution de prévoyance, le paiement de la pension des membres de leur personnel.

— En outre, le calcul et l'octroi des pensions communales sont confiés, à partir du 1er janvier 1987, à l'Administration des pensions.

Bij hoofdstuk I van de wet van 1 augustus 1985 houdende sociale bepalingen, werd het Bijzonder Kinderbijslagfonds voor de plaatselijke en gewestelijke overheidsdiensten omgedoopt tot « Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten ». Naast zijn specifieke opdrachten inzake de kinderbijslagregeling, kreeg deze Rijksdienst als taak alle bijdragen voor sociale zekerheid te innen die door zijn aangeslotenen verschuldigd zijn.

In een eerste fase werd deze inningstaak voorzien voor de sociale bijdragen die op alle betrokken personeelsleden van toepassing zijn. Vanaf 1 januari 1986 werd deze regeling van kracht.

In een tweede fase werd bij koninklijk besluit van 15 juli 1986 deze inningstaak uitgebreid, o.m. tot de inning van de bijdragen voor de pensioenregeling van het personeel van de gemeenten aangesloten bij de Omslagkas voor gemeentelijke pensioenen. Deze bijkomende inningstaak gaat in per 1 januari 1987.

In de huidige wetgeving omtrent de pensioenregeling van het gemeentepersoneel, is voorzien dat de Omslagkas der gemeentelijke pensioenen ieder jaar de pensioenuitgaven van het vorige jaar over de gemeenten verdeelt in verhouding tot de wedden die in iedere gemeente gedurende het vorige dienstjaar aan de aangeslotenen betaald werden. Dit betekent dat de inkomsten van de Omslagkas voor een bepaald jaar overeenkomen, niet met de uitgaven van datzelfde jaar, doch met de uitgaven van het voorbije jaar.

Het verschil tussen deze inkomsten en uitgaven wordt door de Staat gedragen, en betekent een steeds groeiende uitgave.

Om deze reden werd beslist de aangroei van deze prefinanciering door de Staat aan de Omslagkas stop te zetten door de inkomsten te berekenen in functie van de uitgaven van het lopende jaar en berekend op de loonmassa van het lopende jaar. Bovendien werd beslist dat een deel van de prefinanciering van het verleden, nl. 1,2 miljard, aan de Staat zal worden teruggestort. 1,2 miljard, zijnde het verschil tussen 7,2 miljard (= het geraamde bedrag van prefinanciering voor de gemeentelijke pensioenen 1987) en 6 miljard (= het inlopen van de verhoging van de personenbelasting, verschuldigd door de Staat aan de gemeenten overeenkomstig het in koninklijk besluit nr. 202 van 25 juli 1983 gehuldigde principe). Hiertoe werd bij koninklijk besluit nr. 423 van 23 juli 1986 de mogelijkheid gegeven aan de R.S.Z.P.P.O. een lening aan te gaan bij het Hulpfonds tot financieel herstel van de gemeenten.

Ten einde tot een eenheid te komen in de uitbetaling van de pensioenen en de regelen omtrent samenvoeging, gemengde loopbanen en inhoudingen beter te kunnen toepassen, werd eveneens beslist dat vanaf 1 januari 1987 de berekening en de toekenning der gemeentelijke pensioenen voortaan toevertrouwd wordt aan de Administratie der pensioenen.

Tenslotte wordt in het kader van hogergenoemde herschikking en rationalisering, de Omslagkas afgeschaft, en zal haar functie worden overgenomen door de R.S.Z.P.P.O.

Gelet op het hogervermelde is deze functie beperkt tot een functie van registratie van de gemeenten die geen eigen pensioenkas hebben en zich bij het gemeenschappelijke regime aansluiten.

Deze wijziging brengt tevens belangrijke vereenvoudigingen mee. Alzo wordt de speciale pensioencommissie, ingesteld bij de Omslagkas, overbodig.

Hogerbeschreven hervormingen maken een aantal wijzigingen noodzakelijk aan de wet van 25 april 1933 omtrent de pensioenregeling van het gemeentepersoneel.

Samengevat gaat het om volgende punten :

1. het omslaan van de pensioenuitgaven gebeurt voortaan over de inkomsten van het lopende jaar;
2. de toekenning van de pensioenen wordt toevertrouwd aan de Administratie der pensioenen;
3. de Omslagkas wordt afgeschaft en de overblijvende functies ervan worden overgenomen door de R.S.Z.P.P.O.

#### Artikelsgewijze bespreking

Artikel 1 wijzigt artikel 3 van de wet van 25 april 1933 omtrent de pensioenregeling van het gemeentepersoneel.

— Vooreerst wordt voorzien dat de gemeenten zullen worden aangesloten bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten (R.S.Z.P.P.O.) zo zij niet rechtstreeks of langs een voorzorgsinstelling de betaling van het pensioen van haar personeelsleden op zich nemen.

— Tevens wordt de berekening en de toekenning van de gemeentelijke pensioenen vanaf 1 januari 1987 toevertrouwd aan de Administratie der pensioenen.

— De plus, il est prévu que l'O.N.S.S.A.P.L. récupère des communes les dépenses en fonction des dépenses de l'année en cours et calculées sur la masse salariale de l'année en cours.

— Enfin, la cotisation personnelle des membres du personnel est portée à 7,5 p.c. en concordance avec la législation en vigueur.

L'article 2 abroge l'article 4 de la même loi du 25 avril 1933, par lequel la constitution de la Caisse de répartition était prévue.

Dans l'article 3, les mots « les dépenses annuelles de la Caisse de répartition » sont remplacés par les mots « les dépenses annuelles pour les pensions ».

L'article 4 donne au Roi la compétence de fixer des règles complémentaires en matière de liquidation des pensions.

L'article 5 abroge l'article 7 de la même loi du 25 avril 1933, étant donné l'abrogation de la Caisse de répartition.

L'article 6 transfère, au vu de l'abrogation de la Caisse de répartition, tous droits, obligations et avoir à l'O.N.S.S.A.P.L.

Les articles 7 et 8 remplacent dans les articles 9 et 10 de la même loi du 25 avril 1933 les mots « la Caisse de répartition » par le mot l'« O.N.S.S.A.P.L. ».

L'article 9 cadre dans la loi du 15 mai 1984. De ce fait, la référence à l'âge de 19 ans est abrogée.

Dans les articles 10 et 11, suite à l'abrogation de la Caisse de répartition, certains mots sont remplacés dans les articles 11 et 12 de la loi du 25 avril 1933.

L'article 12 établit le principe qu'une partie de l'ancien préfinancement par l'Etat, sera remboursée à l'Etat (1,2 milliard).

Ce versement sera comptabilisé via une opération de trésorerie.

L'article 13 prévoit l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Il a été tenu compte des remarques du Conseil d'Etat.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
les très respectueux  
et très fidèles serviteurs,

Le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,

J. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales,

J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat aux Pensions,

P. MAINIL

#### AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Premier Ministre, le 16 décembre 1986, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal n° 491 « organisant les pensions du personnel communal », a donné le 19 décembre 1986 l'avis suivant :

##### Observation générale

Les modifications que le projet tend à apporter à la loi du 25 avril 1933 relative à la pension du personnel communal devraient entraîner une modification de l'arrêté royal du 26 décembre 1938 relatif au régime des pensions du personnel communal, qui a repris les dispositions de cette loi.

##### Examen du texte

###### Intitulé

La plupart des dispositions du projet visent à modifier la loi du 25 avril 1933 relative à la pension du personnel communal. Il s'agit donc d'un texte modificatif et non d'un texte autonome et il convient de le faire apparaître dans l'intitulé.

L'intitulé suivant est dès lors proposé :

« Arrêté royal n° ... modifiant la loi du 25 avril 1933 relative à la pension du personnel communal ».

— Verder wordt voorzien dat de R.S.Z.P.P.O. de uitgaven op de gemeenten verhaalt in functie van de uitgaven van het lopende jaar en berekend op de loonmassa van het lopende jaar.

— Tenslotte wordt de persoonlijke bijdrage van de personeelsleden op 7,5 pct. gebracht, in overeenstemming met de vigerende wetgeving.

Artikel 2. heft artikel 4 van voormelde wet van 25 april 1933 op, waarbij de oprichting van de Omslagkas werd voorzien.

In artikel 3 worden de woorden « de jaarlijkse uitgaven van de Omslagkas » vervangen door de woorden « de jaarlijkse pensioenuitgaven ».

Artikel 4 geeft aan de Koning de bevoegdheid nadere regelen te bepalen inzake de betaalbaarstelling van de pensioenen.

Artikel 5 heft artikel 7 van dezelfde wet van 25 april 1933 op, gelet op de afschaffing van de Omslagkas.

In artikel 6 worden, gelet op de afschaffing van de Omslagkas, alle rechten, verplichtingen en activa overgedragen aan de R.S.Z.P.P.O.

De artikelen 7 en 8 vervangen in de artikelen 9 en 10 van dezelfde wet van 25 april 1933 de woorden « Omslagkas » door het woord « R.S.Z.P.P.O. ».

Artikel 9 kadert in de wet van 15 mei 1984. Aldus wordt de verwijzing naar de leeftijd van 19 jaar geschrapt.

In de artikelen 10 en 11 worden ingevolge de afschaffing van de Omslagkas in de artikelen 11 en 12 van de wet van 25 april 1933 bepaalde woorden vervangen.

Artikel 12 stelt het beginsel dat een deel van de vroegere prefinanciering door de Staat, aan de Staat zal worden teruggestort (1,2 miljard).

Deze storting zal verrekend worden via een thesaurieverrichting.

Artikel 13 bepaalt de inwerkingtreding van dit besluit.

Er werd rekening gehouden met de opmerkingen van de Raad van State

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,  
van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt,

J. MICHEL

De Minister van Sociale Zaken,

J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Pensioenen,

P. MAINIL

#### ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 18 december 1986 door de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit nr. 491 « tot regeling van de pensioenen van het gemeentepersoneel », heeft op 19 december 1986 het volgend advies gegeven :

##### Algemene opmerking

De wijzigingen welke het ontwerp beoogt aan te brengen in de wet van 25 april 1933 omtrent de pensioenregeling van het gemeentepersoneel, zouden een wijziging tot gevolg moeten hebben van het koninklijk besluit van 26 december 1938 betreffende de pensioenregeling van het gemeentepersoneel, dat de bepalingen van die wet overgenomen heeft.

##### Onderzoek van de tekst

###### Opschrift

De meeste bepalingen van het ontwerp strekken tot wijziging van de wet van 25 april 1933 omtrent de pensioenregeling van het gemeentepersoneel. Het gaat dus om een wijzigingstekst en niet om een zelfstandige tekst en dat zou tot uiting moeten worden gebracht in het opschrift.

Derhalve wordt het volgende opschrift voorgesteld :

« Koninklijk besluit nr. ... tot wijziging van de wet van 25 april 1933 omtrent de pensioenregeling van het gemeentepersoneel ».

## Préambule

L'usage recommande de viser au préambule le texte que le projet tend à modifier.

Un alinéa 2, rédigé comme suit, devrait être ajouté au préambule :

« Vu la loi du 25 avril 1933 relative à la pension du personnel communal, notamment les articles 3 à 8, l'article 9, modifié par la loi du 24 décembre 1948, l'article 10, modifié par l'arrêté royal n° 281 du 31 mars 1936 et par la loi du 29 juin 1976, l'article 10bis, inséré par la loi du 20 mai 1949 et modifié par les lois des 5 août 1968 et 29 juin 1976, l'article 11, modifié par l'arrêté royal n° 281 du 31 mars 1936 et par la loi du 29 juin 1976, et l'article 12; ».

## Dispositif

Il convient d'écrire en français « Chapitre 1er ».

## Article 1er

En son alinéa 1er, l'article 3 en projet vise les « brigadiers champêtres ». Ceux-ci sont devenus « commissaires de brigade » aux termes de l'article 185, inséré dans la loi communale par la loi du 11 février 1986 sur la police communale et les crédits nécessaires pour couvrir la charge financière inhérente à leur emploi sont inscrits au budget du Ministère de l'Intérieur.

Le texte devrait être revu en conséquence.

La rédaction suivante est proposée pour le début de l'alinéa 3 de l'article 3 en projet :

« Annuellement, l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales répartit entre les communes et réciproquement à leur charge les dépenses... ».

A l'alinéa 4 du même article 3 en projet, les mots « tout au plus » doivent être remplacés par le mot « maximum ».

Les pensions étant payées par l'Etat, l'article 3 en projet devrait être complété par une disposition prévoyant le transfert à l'Etat des sommes récupérées par l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales à charge des communes.

## Article 3

Il convient d'écrire :

« Dans l'article 5 de la même loi, les mots « les dépenses annuelles de la caisse de répartition » sont remplacés par les mots « les dépenses annuelles pour les pensions ».

## Article 7

Il convient d'écrire :

« Dans l'article 9 de la même loi, modifié par la loi du 24 décembre 1948, ... (la suite comme au projet) ».

## Article 8

Il convient d'écrire :

« Dans l'article 10 de la même loi, modifié par l'arrêté royal n° 281 du 31 mars 1936 et par la loi du 29 juin 1976, ... (la suite comme au projet) ».

## Article 9

Il convient d'écrire :

« Dans l'article 10bis de la même loi, inséré par la loi du 20 mai 1949 et modifié par les lois des 5 août 1968 et 29 juin 1976, ... (la suite comme au projet) ».

## Article 10

Il convient d'écrire :

« Dans l'article 11 de la même loi, modifié par l'arrêté royal n° 281 du 31 mars 1936 et par la loi du 29 juin 1976, ... (la suite comme au projet) ».

La chambre était composée de :

M. J. Ligot, président de chambre;  
MM. J.-J. Stryckmans, P. Fincœur, conseillers d'Etat;  
Mme M. Van Gerrewey, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. Stryckmans.

Le rapport a été présenté par Mme M.-L. Thomas, auditeur.

Le greffier,  
M. Van Gerrewey.

Le président,  
J. Ligot.

## Aanhef

Het gebruik wil dat in de aanhef wordt verwezen naar de tekst welke het ontwerp beoogt te wijzigen.

Aan de aanhef zou een als volgt geredigeerd tweede lid moeten worden toegevoegd :

« Gelet op de wet van 25 april 1933 omtrent de pensioenregeling van het gemeentepersoneel, inzonderheid op de artikelen 3 tot 8, op artikel 9, gewijzigd bij de wet van 24 december 1948, op artikel 10, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 281 van 31 maart 1936 en bij de wet van 29 juni 1976, op artikel 10bis, ingevoegd door de wet van 20 mei 1949 en gewijzigd bij de wetten van 5 augustus 1968 en 29 juni 1976, op artikel 11, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 281 van 31 maart 1936 en bij de wet van 29 juni 1976, en op artikel 12; ».

## Bepalend gedeelte

In de Franse tekst schrijve men « Chapitre 1er ».

## Artikel 1

Het eerste lid van het ontworpen artikel 3 verwijst naar de « brigadier-veldwachters ». Deze zijn « brigadecommissarissen » geworden, luidens artikel 185, in de gemeentewet ingevoegd door de wet van 11 februari 1986 op de gemeentepolitie, en de kredieten nodig om de financiële last te dekken verbonden aan hun betrekking worden uitgetrokken op de begroting van het Ministerie van Binnenlandse Zaken.

De tekst zou bijgevolg moeten worden herzien.

De volgende redactie wordt voorgesteld voor het begin van het ontworpen artikel 3, derde lid :

« Jaarlijks gaat de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten over tot omslag over de gemeenten en tot verhaal op hen van de uitgaven... ».

In de Franse tekst van het vierde lid van hetzelfde ontworpen artikel 3, moeten de woorden « tout au plus » vervangen worden door het woord « maximum ».

Aangezien de pensioenen betaald worden door de Staat, zou het ontworpen artikel 3 aangevuld moeten worden met de bepaling die voorziet in de overdracht aan de Staat van de bedragen die door de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten verhaald worden op de gemeenten.

## Artikel 3

Men schrijve :

« In artikel 5 van dezelfde wet worden de woorden « de jaarlijkse uitgaven van de omslagkas » vervangen door de woorden « de jaarlijkse pensioenuitgaven ».

## Artikel 7

Men schrijve :

« In artikel 9 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 24 december 1948, ... (voorts zoals in het ontwerp) ».

## Artikel 8

Men schrijve :

« In artikel 10 van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 281 van 31 maart 1936 en bij de wet van 29 juni 1976, ... (voorts zoals in het ontwerp) ».

## Artikel 9

Men schrijve :

« In artikel 10bis van dezelfde wet, ingevoegd door de wet van 20 mei 1949 en gewijzigd bij de wetten van 5 augustus 1968 en 29 juni 1976, ... (voorts zoals in het ontwerp) ».

## Artikel 10

Men schrijve :

« In artikel 11 van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 281 van 31 maart 1936 en bij de wet van 29 juni 1976, ... (voorts zoals in het ontwerp) ».

De kamer was samengesteld uit :

De heer J. Ligot, kamervoorzitter;  
De heren J.-J. Stryckmans, P. Fincœur, staatsraden;  
Mevr. M. Van Gerrewey, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer J.-J. Stryckmans.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. M.-L. Thomas, auditeur.

De griffier,  
M. Van Gerrewey.

De voorzitter,  
J. Ligot.

**31 DECEMBRE 1986. — Arrêté royal n° 491  
modifiant la loi du 25 avril 1933  
relative à la pension du personnel communal**

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, notamment l'article 1er, 2°, b) et d), et 3°, et l'article 3, § 2;

Vu la loi du 25 avril 1933 relative à la pension du personnel communal, notamment les articles 3 à 8, l'article 9, modifié par la loi du 24 décembre 1948, l'article 10, modifié par l'arrêté royal n° 281 du 31 mars 1936 et par la loi du 29 juin 1976; l'article 10bis, inséré par la loi du 20 mai 1949 et modifié par les lois des 5 août 1988 et 29 juin 1976, l'article 11, modifié par l'arrêté royal n° 281 du 31 mars 1936 et par la loi du 29 juin 1976, et l'article 12;

Vu l'urgence;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, de Notre Ministre des Affaires sociales et de Notre Secrétaire d'Etat aux Pensions, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**CHAPITRE Premier. — Modifications à la loi du 25 avril 1933  
relative à la pension du personnel communal**

**Article 1er.** L'article 3 de la loi du 25 avril 1933 relative à la pension du personnel communal est remplacé par la disposition suivante :

« Article 3. Les communes qui n'assument pas directement ou par l'intervention d'une institution de prévoyance la pension de leur personnel, ainsi que la pension des veuves et orphelins, ainsi que les provinces, en ce qui concerne les commissaires de brigade et les receveurs régionaux, sont affiliées, en matière de régime de pension, à l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales visé à l'article 1er de la loi du 1er août 1985 portant des dispositions sociales.

Les pensions sont accordées par le Ministre qui a l'Administration des pensions dans ses attributions et sont payées par l'Etat.

Annuellement, l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales répartit entre les communes et récupère à leur charge les dépenses de l'année précédente augmentées de la différence entre les dépenses estimées de l'année en cours et celles de l'année précédente, proportionnellement aux traitements que chaque commune paie aux affiliés durant l'année en cours.

Les montants ainsi récupérés par l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales sont transférés au Trésor.

Les communes opèrent sur les traitements du personnel une retenue de 7,5 p.c., pour alimenter chaque année le crédit affecté aux charges des pensions.

**Art. 2.** L'article 4 de la même loi est abrogé.

**Art. 3.** Dans l'article 5 de la même loi, les mots « les dépenses annuelles de la Caisse de répartition » sont remplacés par les mots « les dépenses annuelles pour les pensions ».

**Art. 4.** L'article 6 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 6. Les règles complémentaires relatives à la liquidation des pensions seront fixées par arrêté royal ».

**Art. 5.** L'article 7 de la même loi est abrogé.

**Art. 6.** L'article 8 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 8. L'avoir, les droits et les obligations de la Caisse de répartition sont transférés à l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales ».

**Art. 7.** Dans l'article 9 de la même loi, modifié par la loi du 24 décembre 1948, les mots « la Caisse de répartition » sont remplacés par les mots « l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales ».

**31 DECEMBER 1986. — Koninklijk besluit nr. 491  
tot wijziging van de wet van 25 april 1933  
omtrent de pensioenregeling van het gemeentepersoneel**

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 27 maart 1986 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning, inzonderheid op artikel 1, 2°, b) en d), en 3°, en artikel 3, § 2;

Gelet op de wet van 25 april 1933 omtrent de pensioenregeling van het gemeentepersoneel, inzonderheid op de artikelen 3 tot 8, op artikel 9, gewijzigd bij de wet van 24 december 1948, op artikel 10, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 281 van 31 maart 1936 en bij de wet van 29 juni 1976, op artikel 10bis, ingevoegd door de wet van 20 mei 1949 en gewijzigd bij de wetten van 5 augustus 1988 en 29 juni 1976, op artikel 11, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 281 van 31 maart 1936 en bij de wet van 29 juni 1976, en op artikel 12;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt, Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Staatssecretaris voor Pensioenen, en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**HOOFDSTUK I. — Wijzigingen aan de wet van 25 april 1933  
omtrent de pensioenregeling van het gemeentepersoneel**

**Artikel 1.** Artikel 3 van de wet van 25 april 1933 omtrent de pensioenregeling van het gemeentepersoneel wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 3. De gemeenten die niet rechtstreeks of door tussenkomst van een verzorgingsinstelling de betaling van het pensioen van hun personeel alsmede van het pensioen der weduwen en wezen op zich nemen, alsmede de provincies, wat de brigadecommissarissen en de gewestelijke ontvangers betreft, worden inzake de pensioenregeling aangesloten bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, zoals bedoeld bij artikel 1 van de wet van 1 augustus 1985 houdende sociale bepalingen.

De pensioenen worden toegekend door de Minister tot wiens bevoegdheid de Administratie der pensioenen behoort en worden door de Staat uitgekeerd.

Jaarlijks gaat de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten over tot omslag over de gemeenten en tot verhaal op hen van de uitgaven van het vorig jaar, verhoogd met het verschil tussen de geraamde uitgaven van het lopende jaar en de uitgaven van het vorige jaar, en dit in verhouding tot de wedden welke in iedere gemeente gedurende het lopende jaar aan de aangeslotenen betaald worden.

De aldus door de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten geïnde bedragen worden overgedragen aan de Schatkist.

De gemeenten houden op de wedden van het personeel 7,5 pct. in, om ieder jaar het voor de pensioenlasten bestemde krediet te stijven.

**Art. 2.** Artikel 4 van dezelfde wet wordt opgeheven.

**Art. 3.** In artikel 5 van dezelfde wet worden de woorden « de jaarlijkse uitgaven van de Omslagkas » vervangen door de woorden « de jaarlijkse pensioenuitgaven ».

**Art. 4.** Artikel 6 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 6. De aanvullingsregelen omtrent de betaalbaarstelling der pensioenen worden bij koninklijk besluit vastgesteld ».

**Art. 5.** Artikel 7 van dezelfde wet wordt opgeheven.

**Art. 6.** Artikel 8 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 8. De activa, rechten en verplichtingen van de Omslagkas worden overgedragen aan de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten ».

**Art. 7.** In artikel 9 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 24 december 1948, worden de woorden « Omslagkas » vervangen door de woorden « Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten ».

**Art. 8.** Dans l'article 10 de la même loi, modifié par l'arrêté royal n° 281 du 31 mars 1936 et par la loi du 29 juin 1976, les mots « la Caisse de répartition » sont remplacés par les mots « l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales ».

**Art. 9.** Dans l'article 10bis de la même loi, inséré par la loi du 20 mai 1949 et modifié par les lois des 5 août 1968 et 29 juin 1976, les mots « depuis l'âge de 19 ans » sont supprimés.

**Art. 10.** Dans l'article 11 de la même loi, modifié par l'arrêté royal n° 281 du 31 mars 1936 et par la loi du 29 juin 1976, les mots « la Caisse de répartition » sont remplacés par les mots « l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales ».

**Art. 11.** Dans l'article 12 de la même loi, les mots « la Caisse de répartition » et « celle-ci » sont respectivement remplacés par les mots « l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales » et « celui-ci ».

#### CHAPITRE II

##### Disposition concernant le financement des pensions

**Art. 12.** L'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales transférera au Trésor un montant de 1,2 milliard de F pour l'année 1987.

**Art. 13.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1987.

**Art. 14.** Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Secrétaire d'Etat aux Pensions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril — Espagne, le 31 décembre 1986.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,

J. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales,

J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat aux Pensions,

P. MAINIL

#### MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 87 — 136

Arrêté royal n° 492 contenant des dispositions en faveur de l'emploi

#### RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à Votre Majesté trouve son fondement légal dans les articles 1er, 1<sup>o</sup>, c), 6<sup>o</sup>, et 3, § 2, de la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi.

Les interlocuteurs sociaux ont conclu un accord interprofessionnel concernant principalement la promotion de l'emploi et la formation des revenus. Cet accord prévoit notamment la prolongation des conventions collectives de travail en faveur de l'emploi, conclues en application de l'arrêté royal n° 181 du 30 décembre 1982 créant un Fonds en vue de l'utilisation de la modération salariale complémentaire pour l'emploi, et des nouvelles négociations en vue de promouvoir l'emploi organisées par la section 3 du chapitre IV de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions spéciales.

Le présent arrêté a pour but d'assurer que la prolongation des conventions collectives de travail précitées soit juridiquement sanctionnable.

**Art. 8.** In artikel 10 van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 281 van 31 maart 1936 en bij de wet van 29 juni 1976, worden de woorden « de Omslagkas » vervangen door de woorden « de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten ».

**Art. 9.** In artikel 10bis van dezelfde wet, ingevoegd door de wet van 20 mei 1949 en gewijzigd bij de wetten van 5 augustus 1968 en 29 juni 1976, worden de woorden « sedert de leeftijd van 19 jaar » geschrapt.

**Art. 10.** In artikel 11 van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 281 van 31 maart 1936 en bij de wet van 29 juni 1976, worden de woorden « de Omslagkas » vervangen door de woorden « de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten ».

**Art. 11.** In artikel 12 van dezelfde wet worden de woorden « de omslagkas » en « op deze Kas » respectievelijk vervangen door de woorden « de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten » en « aan bedoelde Rijksdienst ».

#### HOOFDSTUK II

##### Bepaling nopens de financiering der pensioenen

**Art. 12.** Voor het jaar 1987 wordt door de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten een bedrag van 1,2 miljard F overgedragen aan de Schatkist.

**Art. 13.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1987.

**Art. 14.** Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt, Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Staatssecretaris voor Pensioenen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril — Spanje, 31 december 1986.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt,

J. MICHEL

De Minister van Sociale Zaken,

J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Pensioenen,

P. MAINIL

#### MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 87 — 136

Koninklijk besluit nr. 492 houdende bepalingen ter bevordering van de tewerkstelling

#### VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit dat wij de eer hebben ter ondertekening aan Uwe Majesteit voor te leggen vindt, zijn juridische basis in de artikelen 1, 1<sup>o</sup>, c), 6<sup>o</sup>, en 3, § 2, van de wet van 27 maart 1986 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning.

De sociale gesprekspartners hebben een interprofessioneel akkoord gesloten dat vooral handelt over de bevordering van de tewerkstelling en de inkomensvorming. Dit akkoord voorziet ondermeer in de verlenging van de collectieve arbeidsovereenkomsten ter bevordering van de werkgelegenheid gesloten met toepassing van het koninklijk besluit nr. 181 van 30 december 1982 tot oprichting van een Fonds ter aanwending van de bijkomende loonmatiging voor de tewerkstelling, en in nieuwe onderhandelingen ter bevordering van de werkgelegenheid zoals ze georganiseerd zijn door afdeling 3 van hoofdstuk IV van de herstelwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen.

Onderhavig besluit heeft tot doel ervoor te zorgen dat de verlenging van bovengenoemde collectieve arbeidsovereenkomsten juridisch afdwingbaar wordt.